ACADEMIE DU GAULLISME
Président Jacques MYARD

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 240 octobre 2021- vingt-neuvième année

SOMMAIRE

- **Souveraineté énergétique** .... **Jacques Myard** page 2
- **Geneviève De Gaulle, la résistance au cœur !** ... **Christine Alfarge** page 3
- **Le Général de Gaulle : ses positions sur l'Europe**... **Henri Fouquereau** page 4
- **Vente de sous-marins nucléaires d'attaque à l'Australie**... **Jean MENU** page 6
- **Le mythe éternel de l'énergie gratuite** .....**Marc Dugois** page 7
- **Trois lourdes défaillances de la gouvernance** ... **Paul Kloboukoff** page 8
- **QUEL MERVEILLEUX DINER DEBAT**... **Henri Fouquereau** page 12

Emission du Libre Journal de la France Libre

Mardi 5 Octobre : à 18 heures en direct : EMISSION DU LIBRE JOURNAL DE LA FRANCE LIBRE

Édito : l'affaire AUKUS l'indo Pacifique Henri Fouquereau animateur de l'émission
Débatteurs : **Le Général Menu**, qui fut directeur du cavbinet militaire de deux Premiers ministres – La fuite de Kaboul et le contrat du siècle effacé des tablettes sous la pàressions des .....
Jacques Myard Membre honoraire du Parlement, Maire de Maisons Laffitte, président de l'Académie du Gaullisme
Assistant **Alain Rohou** membre de l'Académie du Gaullisme.

Rediffusions dans la nuit et le jeudi matin suivant de 07h30 à 10h30, vous trouverez l'emission en direct sur Internet

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Par Jacques MYARD,

La souveraineté de la France, c'est-à-dire sa capacité à maîtriser son destin, de dire non, est le fondement même de notre liberté collective et de notre indépendance nationale.

Mais la souveraineté n'est pas seulement un concept, elle se décline dans des politiques de mise en œuvre qui en assurent l'efficience.

A ce titre, la maîtrise de l'énergie dont peut disposer la France est incontournable pour son indépendance.

Depuis des lustres, nos gouvernements ont pris conscience de la faiblesse de nos sources d'énergie : pas de pétrole, ou très peu, épuisement du gisement de gaz de Lacq, insuffisance de l'hydroélectricité.

Face à cette faiblesse, les gouvernements français développent dès 1963 un programme ambitieux de centrales nucléaires mis en œuvre par EDF, qui s'accélère en 1973.

En 2010, la France produisait près de 80 % de son électricité grâce à son parc nucléaire.
Mais ce succès industriel suscite rapidement des hostilités :
- hostilité idéologique de la Commission de Bruxelles qui veut casser EDF au nom de sa politique du « tout concurrence ».
- hostilité des écologistes qui prônent de manière dogmatique des sources d'énergie alternatives comme les éoliennes qui ne fonctionnent que 25 % du temps
La Ministre Voynet, en 1998, exige en échange de son soutien à Jospin, la fermeture du surgénérateur de Creys Malville, Superphénix.
Les écologistes obtiennent aussi la fermeture de la centrale de Fessenheim qui, rénovée, pouvait parfaitement poursuivre sa production d'électricité et se voit remplacer par des centrales à charbon, un comble.

Puis survient le scandale Alstom qui est vendu le 19 décembre 2014 à l'américain Général Electric. C'est un scandale d'Etat dans lequel Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie de F. Hollande, a joué un rôle pour le moins trouble.
Mais l'Histoire connaît parfois des revirements spectaculaires :
- ô surprise, le Gouvernement actuel résiste à la volonté de la Commission de Bruxelles de démanteler EDF en plusieurs entités – Plan « Hercule »– Cette résistance, Il est vrai, n'est sans doute pas sans lien avec l'approche de la Présidentielles et de la mobilisation des syndicats et des personnels d'EDF.
On ne s'en plaindra pas !
- deuxième surprise : Général Electric, en difficulté financière, entame des négociations avec EDF pour lui vendre sa division nucléaire.
Certes, EDF est endettée, mais le retour à la France de cette entité nucléaire est un atout d'indépendance sans commune mesure avec l'endettement : il est impératif que ces négociations aboutissent. Il y va de la maîtrise des fameuses turbines Arabelle qui équipent nos centrales, nos sous-marins nucléaires et le porte-avions Charles de Gaulle.

C'est également une première étape qui permettra sans doute, après l'élection présidentielle, une restructuration industrielle plus efficace avec d'autres partenaires.

A ce stade, il existe en conséquence deux objectifs :
- Le maintien d'EDF dans son unité industrielle, de la production à la distribution.
Ce qui implique, le plus rapidement possible, de mettre fin au mécanisme d'accès régulé à l'énergie nucléaire historique (ARENH) qui impose à EDF de vendre l'énergie nucléaire qu'elle produit à ses concurrents, à un tarif déterminé, en deçà du prix de production, un système proprement loufoque visant à créer une concurrence artificielle.

Il est urgent d'imposer une exception énergétique en Europe qui permette d'assurer notre indépendance en dérogeant à l'idéologie du « tout concurrence » de la Commission de Bruxelles.

- Récupérer la propriété du département nucléaire de Général Electric.
Une nouvelle fois, l'Histoire nous enseigne que la souveraineté est un combat permanent qui exige vigilance et détermination.

Rien n'est jamais acquis, mais rien n'est jamais perdu.
C'est toujours la bataille de la France, comme le soulignait de Gaulle.
« La démocratie, c'est le gouvernement du peuple exerçant la souveraineté sans entrave. »

*Jacques Myard
Maire de Maisons-Laffitte
Membre honoraire du Parlement
Président du CNR et de l'Académie du gaullisme

Geneviève De Gaulle, la résistance au cœur !
(1920 – 2002)

Par Christine ALFARGE,

Evoquer Geneviève De Gaulle, c'est d'abord un travail de mémoire sur les heures les plus sombres de notre histoire, des heures qu'elle a cruellement vécu à titre personnel, entrant comme Germaine Tillion et Pierre Brossolette, dans le réseau du musée de l'Homme, vite anéanti par la Gestapo. Ayant pu échapper à la rafle, elle reprend des études à la Sorbonne en se liant avec un groupe d'étudiants qui édite depuis juillet 1941 un journal clandestin, *Défense de la France*, animé par Philippe Viannay, dont elle devient membre du comité directeur, signant son premier article « Gallia ». Le 20 juillet 1943, Geneviève se rend pour relever son courrier, dans une boîte aux lettres, dans une librairie située 68, rue Bonaparte, qui servait à tout le mouvement. Hélas, elle est prise dans un piège organisé par le gestapiste français Pierre Bonny. Elle est arrêtée et déportée à Ravensbrück.

Pendant plus d'un an, elle connaît, aux côtés de Germaine Tillion, la condition des déportés, l'humiliation de la servitude, l'épreuve de l'enfermement, de la misère et des privations. Libérée, rien ne s'efface, tout revient à la surface.

Désormais, son regard se tourne vers les plus démunis.

« L'espérance se conquiert. On ne va vers l'espérance qu'à travers la vérité au prix de grands efforts et d'une longue patience. Pour rencontrer l'espérance il faut être allé au-delà du désespoir. Quand on va jusqu'au bout de la nuit, on rencontre une autre aurore… » en lisant ces mots de Bernanos, Geneviève De Gaulle se demandait : *« Mais les familles du camp, celles de Noisy, sont-elles au bout de la nuit ? « Quelle conception avons-nous des êtres humains ? Se résigner à ce qu'ils n'aient pas les mêmes droits que nous, c'est remettre en cause les choix déjà faits. Alors que vaut notre engagement dans la Résistance ? »*

Le courage, au cœur de la famille De Gaulle.

En 1940, Geneviève de Gaulle, nièce du général qui appelle à la résistance, fait le même choix que son oncle, le général De Gaulle. Elle est repliée en Bretagne au mois de juin avec sa grand-mère, la mère du rebelle de Londres, au moment où commencent à arriver les premiers soldats allemands. Un prêtre vient dire aux réfugiés qu'un général s'adresse aux Français pour résister face à l'occupant. La grand-mère de Geneviève le tire par la manche et lui dit d'une voix exaltée : *« C'est mon fils, monsieur le curé, c'est mon fils !»*

Le « camp de la misère ».

« Refuser l'humiliation de la misère comme le refus de la défaite, rappeler à temps et à contretemps la dignité de chaque être humain, je ne vois pas d'autre manière d'être gaulliste. » écrira Geneviève De Gaulle, se souvenant non sans émotion que d'Irlande, son oncle Charles de Gaulle lui avait écrit : *« Tu fus, au moment le plus grave, et avec quel courage et quelles souffrances, un des meilleurs de mes « compagnons ». Tu n'as jamais, depuis, cessé de l'être. »* La voie est tracée pour celle qui a toujours combattu.

Geneviève De Gaulle écrira dans son livre *« les secrets de l'espérance »* : *« il n'y a de vrais droits que si tous les partagent…J'ai pu m'en entretenir avec mon oncle Charles. Son discours du 25 novembre 1941 à l'université d'Oxford a été une admirable expression de notre combat d'alors, et le reste aujourd'hui. Il disait ceci : Rien ne garantira la paix, rien ne sauvera l'ordre du monde, si le parti de la libération, au milieu de l'évolution imposée aux sociétés par le progrès mécanique moderne, ne parvient pas à construire un ordre tel que la liberté, la sécurité, la dignité de chacun y soient exaltées et garanties, au point de lui paraître plus désirables que n'importe quel avantage offert par son effacement. »*

S'occupant d'abord d'une association de déportés, c'est en 1958, alors qu'elle est au cabinet du ministre André Malraux, qu'elle fait la connaissance d'un ancien communiste devenu prêtre, le père Joseph Wresinski, fondateur de l'organisation Aide à toute détresse qui prendra le nom d'ATD-Quart monde. Elle constate que la condition des exclus ressemble sur de nombreux points à celle des déportés de Ravensbrück. Dès lors, sa vie est dédiée à la défense des plus pauvres, ce *« camp de la misère »,* qui ne cessera de hanter son humanité.

Se demander inlassablement ce qu'il advient du plus exclu.

La pauvreté n'est pas qu'une question d'argent, elle engendre la maltraitance sociale, les privations matérielles et de droits agissant sur la santé physique et morale, les peurs, les souffrances et l'isolement. Au regard de la pauvreté, l'idée essentielle est de garantir l'accès de tous aux droits de tous en se demandant ce qu'il advient du plus exclu. Il faut construire ensemble, les personnes démunies ont perdu confiance, elles doutent de l'égale dignité d'êtres humains lorsqu'on les expulse sans pouvoir être relogées, lorsqu'on leur retire leurs enfants, sans leur avoir apporté une aide pour les élever elles-mêmes, lorsque l'ouverture d'un droit s'immisce en contrôle de la vie privée, lorsqu'on les enferme dans des emplois précaires ne leur permettant pas de vivre décemment, de faire des projets d'avenir. Changer le regard des autres, se reconstruire, la question du logement, du travail, de la santé et de l'éducation est primordiale.

« Que devons- nous faire pour que les droits fondamentaux soient effectivement reconnus ? Les plus démunis doivent être assurés que notre pays se remettra sans cesse en question tant qu'ils ne seront pas effectifs pour tous. Des politiques globales doivent être mises en place, les lois doivent se préoccuper de l'ensemble. » selon Geneviève De Gaulle.

La pauvreté, la richesse et la justice sociale sont intimement liées, elles conditionnent l'accès à tous les besoins que l'on soit riche ou pauvre. Depuis des siècles, riches et pauvres s'opposent, l'évolution de notre société s'est forgée sur la lutte des classes. Cependant, le principe de justice sociale sur la redistribution des richesses n'est pas une idée nouvelle, c'est le programme d'actions du Conseil national de la Résistance auquel nous devons les plus grandes avancées sociales.

« Liberté, Egalité, Fraternité », notre devise républicaine instaurée par les lois ne suffit plus à faire le bonheur de l'homme ou du citoyen selon la pensée de Jean-Jacques Rousseau. Est-ce normal qu'une extrême pauvreté entraîne la privation d'une partie des citoyens à l'accès à des biens de consommation élémentaires ? A cet égard, l'association ATD Quart monde tente de comprendre et faire connaître le point de vue des personnes et des populations en situation de grande pauvreté sur les réalités qu'elles vivent. Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement des Droits de l'homme ATD Quart Monde, a défini ainsi *« La pauvreté est l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux ».*

Une volonté hors norme.

Nommée au Conseil économique et social, Geneviève De Gaulle se bat pendant dix ans pour faire adopter une loi d'orientation qui coordonne la lutte contre la misère. En 1998, c'est une femme passionnée, à la volonté hors norme qui présente à l'Assemblée ce texte. La misère n'a pas disparu pour autant mais la loi aide à la contenir du mieux possible. Sa parenté avec le Général lui ouvre les portes des ministères. Elle s'appuie sur ses relations pour promouvoir ATD-Quart monde, qui vient en aide à des milliers de gens abandonnés de la France des Trente Glorieuses. Elle présidera l'association de 1964 à 1998. *« Sous votre impulsion, cette grande querelle serait dans la logique du gaullisme. »* dira-t-elle au général De Gaulle. *« Tu sais*, répondra-t-il à sa nièce*, que je connais et que j'approuve ton engagement aux côtés de monsieur l'abbé Wresinski. J'ai toujours en mémoire ce que tu m'as confié dès ton retour de ton expérience de la déportation. La reconnaissance de la valeur et de la dignité de chaque personne, comme de chaque peuple, n'a jamais cessé d'inspirer mon action. »*

« L'espoir né au cœur de la nuit de Ravensbrück n'est pas resté vain, c'est l'essentiel à ne jamais oublier, une marque indélébile dans l'esprit de chacun de nous. »

**Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.*

Le Général de Gaulle : ses positions sur l'Europe

Par Henri Fouquereau,

L'émission de Télévision animée par Michel Droit résumait la position du Général de Gaulle : ***L'Europe ? Il ne suffit pas de crier l'Europe, l'Europe, l'Europe, en sautant sur sa chaise comme un cabri pour que l'Europe se fasse. Cela n'aboutit à rien, cela ne signifie rien.***

Les questions qui se posent à nous : ***Le Général fut-il Européen ? Et s'il le fut, de quelle façon ?***

Il est important que l'Académie du Gaullisme traite du sujet, son rôle étant de transmettre la pensée du Général et de faire découvrir son œuvre aux jeunes générations. Nous qui avons eu la chance de connaître, de fréquenter et de travailler avec nombre de ses collaborateurs les plus proches, nous avons le devoir d'en rappeler les faits principaux et l'Europe en fait partie

Profitons de ce papier pour rappeler l'œuvre de Jacques Dauer qui su rassembler les gaullistes historiques une fois par mois au Restaurant du Procope, ce qui fit de nous, l'expression est de Jacques Myard : **LES CONJURES DU PROCOPE** et qui les rassembla souvent au sein de l'Académie du Gaullisme, à laquelle nous sommes fiers d'appartenir

L'époque traversée par le Général a été tumultueuse, changeante, souvent imprévisible. Deux guerres, trois Républiques, l'Empire, la décolonisation, la guerre froide, la montée en puissance des pays émergents. Il a fallu tout gérer, tout prévoir, dont cette Europe qui divise, les partisans du projet « Europe supranationale, les partisans d'une Europe de la coopération et ceux du pas d'Europe du tout. L'Europe du Général suite à la guerre doit se fabriquer avec des Allemands, des Belges, des Français, des Italiens, rappelons le discours du 15 mai 1962 ; ni espéranto ni Volapük intégré. Des Nations, libres et indépendantes avec chacune sa langue, son histoire, son territoire, ses us et coutumes. Pour le Général, une chose domine : les relations entre la France et l'Allemagne pour un ; Plus jamais ça. Il a souvent dénoncé le traité de Versailles qui n'avait rien réglé, ainsi que l'arrêt, trop rapide de la guerre : il aurait voulu que nos armées gagnent, pour le moins, les berges du Rhin.
Chacun connaît : les positions de Charles Gaulle entre les deux guerres. Face à la montée de la puissance Allemande, il propose la fabrication de chars. Il n'est pas écouté et l'on sait ce qu'il advint. Il constate l'absence des Américains, le ré embarquement des troupes anglaises. L'ardente obligation de nouvelles relations en Europe se, fait jour. Pendant la guerre : l'attitude des Anglais en Syrie, Mers el Kébir, Madagascar etc., laissera des traces dans son esprit.
Après la guerre, le Général s'est opposé au projet du retour de la Sarre en Allemagne, à la CED mais aussi aux émissaires (agents de la CIA) des Américains qui voulaient imposer l'Europe américaine
Signature du Traité de Rome en mars 1957. Le Général s'exprima peu sur ce traité. Ce sont les gaullistes, Michel Debré en tête qui montèrent au créneau.
Le traité comportant des articles de sauvegarde, le Général ne si opposa pas frontalement et a certainement pensé que le temps était venu de libérer les échanges. Par contre il savait que la France n'était pas prête pour s'adonner au libre-échange et a voulu qu'avant toute application du Traité, une remise en place d'abord de la finance fut effectuée, (Plan Rueff) qu'une rupture du cordon ombilical avec Washington fut mise en place et que le traité reste une « chose » économique.
Arrive l'entrevue de Colombey avec Adenauer (1958) ; Evènement important qui marquera l'avenir.
Attention à tout ce qui a été écrit, l'entrevue s'est déroulée uniquement entre les deux hommes et en l'absence d'interprète. Raison des interprétations divergentes qui ont été ensuite relevées
Adenauer était pour la conservation des valeurs chrétiennes de l'Europe, pour contrer le matérialisme venant des USA, pour l'entrée de la Grande Bretagne, il avait surtout peur d'un déferlement communiste et cherchait des barrières protectrices.
Pour le Général, l'Allemagne devait devenir le partenaire privilégié de la France, Le monde avait changé, un nouvel ordre s'était installé, qui demandait qu'un équilibre soit retrouvé. L 'association avec l'Allemagne devant pour le Général créer cet équilibre.

Deux éléments contradictoires : le Général dit à Adénauer « la France n'a pas besoin d'une organisation de l'Europe », et dans le même temps assuré de son attachement au concert des Etats européens.

L'ardente obligation de trouver enfin la paix, fit que tout au long de la vie, du Général, nous trouvons, sur le sujet de l'Europe, de nombreuses variantes voire, écrivit l'Ambassadeur Maillard, des positions antagonistes, d'où certaines ambiguïtés qui restent encore à décrypter.

Mouvements d'humeur, quelques provocations, les événements, la complexité du problème, bref, le travail pour retrouver le fil de la pensée du Général sur L'Europe est parsemé de périodes différentes de sentiments différents, qu'il nous faut rassembler, décrypter, en tenant surtout compte des périodes successives. Un demi-siècle est passé, l'Europe du Traité de Rome, n'est pas celle de Maastricht, qui n'est déjà plus celle d'aujourd'hui

Au sujet de l'Europe une chose sur laquelle le Général n'a jamais transigé : **l'indépendance de la France.** Ce furent d'abord, Indépendance de la France, ensuite, Indépendance de la France et enfin indépendance de la France, sans oublier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Indépendance mise en danger, en 1870, le Père du Général, Henri de Gaulle, l'évoqua souvent en désignant le premier devoir de tout citoyen Français : ne jamais oublier l'Alsace et la Lorraine, amputation officialisée par le Traité de Francfort sur le Main, signé le 10 05 1871. Le rêve des Etats-Unis d'Europe, cher à Victor Hugo dans les années 1840 est devenu un crime contre la nation :
14/18, nous retrouvons nos territoires mais perdons, sur les champs de bataille, une partie de la jeunesse française. L'Allemagne est de plus en plus considérée comme l'ennemie de la France, pas question de faire ce machin européen avec des gens qui viennent jusque dans nos bras égorger nos fils et nos compagnes

1939 à 1944 où chacun connaît les actions menées par le Général, qui combattit les ennemis de la France (et quelques fois aussi, ses amis) L'Europe devait réaliser le rêve des Etats-Unis qui voulaient installer une barrière entre l'URSS devenue l'ennemie n°1 et eux, Europe obligatoire à leurs yeux et suivie à la lettre par nombre d'Etats qui regardaient arriver l'aide américaine

Chez Charles de Gaulle, les périodes de guerre entre l'Allemagne et la France développent chez lui la nécessité de défendre le concept de Nation. Il faudra attendre longtemps pour qu"il accepte l'Europe, qui ne pouvait être qu'une Europe des Nations.

Pour le Général, la France vient du fond des âges, la France éternelle, pas question de la dissoudre dans une purée de marrons quelconque. Rappelons cette phrase qui résume sa pensée : ***Malgré la taille du verre que l'on vous tend de l'extérieur, buvons dans le nôtre et trinquons aux alentours.***
Il y a un pacte 20 fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde, Ce pacte ne pourrait s'écrire sans la France une et indivisible : Le droit à l'indépendance, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous sommes loin de certains traités, loin d'une volonté d'Europe fédérale.

Et puis, le rôle de l'Etat, prolongement naturel de la nation. Etat qui doit rester, pour le Général, suffisamment fort pour imposer les choix de la nation et arbitrer pour défendre son indépendance et ses intérêts.

C'est juste avant la guerre de 40 qu'il s'exprimera sur l'Europe en s'opposant aux adeptes d'une Europe supranationale : Rappelons son discours de 1962 : J***e ne crois pas que l'Europe ne puisse avoir aucune réalité vivante si elle ne comporte pas la France avec les Français, l'Allemagne avec les Allemands, l'Italie avec ses Italiens, etc.***
Europe des nations, indépendance de ces dernières. Bien sûr que le Général tient compte des rapports à venir entre la France et l'Allemagne, le : plus jamais cela : est tout à fait compréhensible pour ces gens qui ont subi les effets dévastateurs de 3 guerres en 70 ans.
Bien évidemment qu'en Allemagne s'est développée l'idée de l'Europe au sein de laquelle l'Allemagne doit trouver toute sa place. Le nationalisme allemand veut l'unité de l'Europe, mais une Europe qui exclue la Russie qu'il faut rejeter vers l'Asie, mais aussi la France. La frontière de cette Europe sera le Rhin. -

En réalité le rêve allemand est celui de la Mitteleuropa. La partie médiane de l'Europe qui a été laissée vacante par la décrépitude de l'Empire Ottoman et la non capacité de l'empire d'Autriche d'exploiter cet espace, cet espace aussi est revendiqué par l'Allemagne avec comme arguments : l'utilisation de la langue et de sa culture/
L'Allemagne poursuit en même temps son rêve : couper le monde en Trois, Extrême-Orient- Amérique et l'Europe, mais qu'elle dominerait
L'Allemagne reste attachée à l'empire, la France à la Nation, - L'Europe du Général va de l'Atlantique à l'Oural et pour le monde, toujours et de plus en plus ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
Le général évoquait l'antagonisme héréditaire qui opposait la France à l'Angleterre ; Le traité de Versailles signé trop vite. Le Général en imputait la faute qu'Anglais qui n'avaient pas voulu d'une France trop victorieuse.

Si pendant son séjour à Londres le Général a pensé que certains regroupements devaient être réalisés, il fallait que la chose soit réalisée sans que doit entamée, la souveraineté de chacun.
Regroupement à réaliser sur une base économique et, qu'il soit prolongé en Afrique, avec les pays arabes du proche orient. Ce regroupement pour lui ne devait jamais devenir un bloc

La guerre est pratiquement terminée, la position de la France est terrible, soit elle s'en remet aux Anglo-Saxons qui la traiteront en satellite, soit aux Soviétiques qui la soumettront à leurs lois. Elle exige son indépendance, mais ne peut occuper à cette époque que le rang modeste que les deux grands lui réservent (les conférences de Yalta et de Téhéran ou la France ne fut même pas invitée en a été la preuve irréfutable)

L'Europe et l'après-guerre : Pour le Général sans la division de l'Allemagne en deux, il n'y aurait jamais eu de politique européenne.

CED ; l***'armée apatride*** (Gal de Gaulle 7 01 1951), même teneur en 1954, j***e garantis que l'armée européenne ne se fera pas. Elle ne passera pas, je ferai une Révolution contre elle pour l'empêcher.*** Les raisons de cette opposition ? Sauvegarder l'autonomie de l'armée française, l'armée est pour le Général un élément essentiel de la Patrie, l'instrument privilégié de son destin en tant que nation – il faudrait pour que cette armée se réalise que des millions d'hommes veuillent bien mourir pour elle. Est-ce le cas ?

Il faut dire aussi que le Général n'ignorait pas qu'une armée européenne passerait de facto sous commandement américain – L'armée européenne ne peut – être qu'un instrument avec lequel les USA s'empareront de l'Europe. (6 juin 1952) L'Europe intégrée sera combattue par le Général et ses représentants à l'Assemblée nationale – CED projet rejet le 30 08 1954, les Gaullistes, les communistes, certains radicaux dont P. Mendés France s'y opposèrent avec succès
1955 referendum sur la Sarre qui rejoindra l'Allemagne malgré les vœux du Général ;

Traité de Rome : mars 1957. Si l'élargissement aux causes économiques était nécessaire, il devait être précédé d'un redressement financier. Or le Général savait que la Ivè République n'était pas en mesure d'opérer ce redressement.
Pour le reste il a souhaité une entente ECONOMIQUE entre certains Etats, à la condition que cette « entente » ne passe pas par Washington. Bien sûr ni la IVè ni Bonn ne tinrent compte de cette volonté et le pire aurait pu arriver car le poids de l'économie pouvait entraîner des dérives, dont celle de la constitution d'un bloc Atlantique qui devait automatiquement passer sous la direction des Etats-Unis et SURTOUT, le Général n'oubliait pas que la France possédait des obligations en Outre-mer

Si nous suivons bien la pensée du Général sur le problème de l'Europe : d'abord elle ne peut exister que si elle se détache de l'emprise américaine. Ensuite, il s'agit surtout d'un rapprochement franco/allemand (formation du coupe franco/Allemand) ce qui ne devait pas plaire aux futurs Etats membres, la Grande Bretagne n'était pas un Etat membre en devenir. Et SURTOUT : ***il ne s'agissait nullement de construire une Europe intégrée, supranationale, mais une Europe de la coopération qui ne devait ni porter atteinte à la souveraineté ni à l'identité des Etats membres***
Vision très peu partagée par le Chancelier allemand, mais le Général s'était occupé 1) de la défense des intérêts de la France, contrairement aux Jean Monnet et Robert Schuman, en mettant en avant l'outre-mer 2) d'une construction de l'Europe forcément souple, il n'a surtout pas voulu enfermer les Etats en Général et la France en particulier dans un carcan, comme avaient tenté de le faire la CECA et la CED. Face au Chancelier, le Général l'a emporté pour l'agriculture et le candidature anglaise.
Entretiens de Colombey et le Monde : OTAN quelques divergences entre Adenauer et de Gaulle qui lui, envisageait la sortie de ce machin, tout en conservant une étroite coopération avec les USA. Le Général voyait aussi se dessiner la montée en puissance de l'Asie, dont il fallait tenir compte et l'évolution des pays émergents, donc s'attacher à une autre politique toute aussi urgente.

Pour ce qui concerne l'Europe politique, pour le Général l'Europe ne saurait être la fusion entre les peuples mais leur rapprochement. Son Europe était ***l'Europe des coopérations.***

L'Europe élargie vers l'Est (de l'Atlantique à l'Oural) D'abord le Général désirait une réforme du système monétaire international destiné à donner du poids à l'Europe contre la dictature financière du dollar. Ensuite le Général voulait briser le mythe de la nécessaire dépendance ;Mais aussi la France du Général devait défendre la liberté des peuples (Discours de Phom Pen, celui lors de la guerre israélo arabe, Pologne , puis son Vive le Québec Libre) Pour ce qui concerne l'élargissement vers l'Ets, il voulait permettre aux pays de L'URSS de se libérer du joug soviétique, à l'Allemagne de se dégager du joug américain et d'accéder à la réunification, Aussi le Général a-t-il voulu une Europe allant jusqu'à l'Oural excluant ainsi la partie asiatique du sous-continent. Bloc européen à l'Est, Bloc Europe occidentale formé par la France et l'Allemagne, forcément la face du monde en eut été changée

La volonté de certains de modifier le projet européen, en instituant une Europe dirigée, non plus pas le couple Franco/Allemand mais par France Allemagne Italie Grande- Bretagne cassait le traité de Rome impliquant la mise en place d'un nouveau traité. Le Général n'y fut pas opposé, répètant souvent que le Traité de Rome n'était pas son œuvre ;

Seulement les relations avec les USA se sont accentuées, l'OTAN est sous domination américaine, la position de la France est remise en question, par ex : la politique agricole favorable à la France les « amis » de la France demandent à ce qu'elle soit réduite. La politique de défense voulue par le général : chacun devant installer des moyens financiers suffisants pour assurer l'indépendance de son Etat, (toujours la notion de non dépendance vis à vis des USA. Il manque à ce papier, le Plan Fouchet : je l'ai gardé pour la fin pour servir de conclusion

Nous ne traiterons que du troisième Plan Fouchet
Il propose une Union d'Etats avec comme base, le respect sur la souveraineté des peuples et des Etats membres
trois comintés de Ministres
Une Assemblée parlementaire européenne (consultative),
Un secrétariat général permanent
Une révision totale du Traité de Rome

Plan rejeté par les partenaires de la France pour trois raisons : OTAN n-la réorganisation des institutions, la candidature de la Grande Bretagne

Derrière ce refus : l'Amérique de Kennedy qui voit bien que ces propositions s'opposent à leur vassalisation du machin européen
Le Plan Fouchet est un Plan souverainiste qui veut supprimer aux américains leur domination géopolitique, il n'a pas toujours été compris, nous aurions dû le mettre en avant lors de nos combats contre le traité de Maastricht

Que voyons-nous dans cette affaire ? Une division profonde entre Etats membres d'un côté les Etats entièrement vassalisés à l'Amérique et qui entendent le rester de l'autre, la France, qui veut des Etats libres et indépendants

Gaullistes de conviction nous sommes naturellement portés à nous battre pour l'indépendance de la NATION FRANCE, raison pour laquelle nous suivons la position du Général de Gaulle

(Ce papier doit beaucoup à mes entretiens avec l'Ambassadeur de France Pierre Maillard, conseiller diplomatique du Général de 59 à 64 (période du Plan Fouchet et de la politique de la Chaise vide) le constat, l'Europe qu'on nous concocte, n'est pas seule qui convient à la France, raison pour laquelle, l'Ambassadeur P. Maillard et le Général Gallois ont voulu que nous construsons ensemble le Forum Pour la France et rappelons que nous étions tous les trois membres de l'Académie du Gaullisme.
**Henri Fouquereau Secrétaire général du Forum Pour la France et du CNR présidé par Jacques MYARD*

Vente de sous-marins nucléaires d'attaque à l'Australie

Par Jean MENU,

L'Australie a annoncé mercredi 15 septembre, sa décision de rompre un gigantesque contrat dûment signé avec la France en 2016 pour la vente de douze sous-marins conventionnels d'attaque Shortfin Barracuda qui avait été considérée par le ministre australien de l'industrie de défense, comme *le plus gros contrat du monde dans son genre* et le plus important de l'histoire du pays. Il engageait les deux Etats pour les cinquante prochaines années, le temps de la durée du programme. M Le Drian, alors ministre de la Défense, s'était rendu à Adelaïde pour inaugurer les bureaux de Naval Group (ex DCNS) au sein des chantiers navals ACS australien où devaient être construits ces sous-marins comme l'avait exigé le gouvernement australien.

Ce programme de défense s'élevait à 34,5 milliards d'euros, dont 8 milliards pour Naval Group et les industriels français. Cependant, le côté australien a soupçonné des augmentations de coût du programme qui pouvait monter jusqu'à 56 milliards d'euros et aussi de subir des retards.

Canberra, revenant sur son engagement, préfère désormais construire dans une nouvelle alliance Australo-Americano-Britannique, dite Aukus, des sous-marins à propulsion nucléaire en utilisant les technologies américaines et britanniques, déclenchant ainsi une importante brouille diplomatique entre Paris et ses alliés.

Un coup dans le dos de la part des Australiens, comme vient de l'exprimer sans détour et avec raison, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Le Quai d'Orsay ne ménage pas ses critiques envers l'administration du président américain Joe Biden qui vient d'infliger un nouveau camouflet à la France après la vente des chasseurs F35 à la suisse à laquelle le Rafale était proposé. Les Etats-Unis ayant aussi annoncé un vaste partenariat de sécurité avec l'Australie et le Royaume-Uni dans la zone indo-pacifique, n'avait pas pris le soin de consulter la France, malgré son implication dans la région depuis plusieurs années. Ce pacte Anglo-Saxon montre d'une part à quel point la présence de la poussière francophone dérange car elle se permettait d'expérimenter des armes nucléaires dans le Pacifique et d'autre part que l'influence de l'Europe s'érode.

Ce retournement de situation appelle de ma part les trois remarques suivantes :

1-Tout d'abord, j'y vois clairement un lien avec les nouvelles orientations de l'OTAN affichées récemment, qui visent désormais à travers un nouveau concept à l'horizon 2030, à bâtir un projet beaucoup plus vaste, consistant à impliquer l'Alliance atlantique dans la lutte pour l'hégémonie mondiale qui s'annonce entre la Chine et les États-Unis, risquant ainsi de nous entrainer dans des conflits qui ne seraient pas les nôtres.

En effet, la montée de la puissance militaire chinoise est effectivement clairement affichée avec un budget de défense de 180 Milliards Euros et sa présence particulièrement visible dans le pacifique et en mer de Chine avec le déploiement d'une Marine moderne et puissante, en deuxième position mondiale derrière celle des Etats Unis qui estiment nécessaire d'assurer la présence de l'OTAN dans la zone Indo Pacifique et rechercher une coopération avec l'Inde, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée. Il s'agit donc de transformer une alliance défensive contre un ennemi qui n'existe plus, à savoir l'URSS, tout en entretenant une supposée menace russe, afin de bâtir une nouvelle organisation de politique mondiale à vocation planétaire sous domination américaine.

L'Australie apporte donc une position stratégique incontournable

Les 12 futurs sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) australiens qui seront totalement en service opérationnel en 2050 porteront des missiles conventionnels de croisière Tomahawk, en mesure de faire peser une menace permanente car ils présentent un avantage considérable par rapport aux autres sous-marins à propulsion électrique et diesel, de pouvoir rester en plongée discrètement avec une allonge considérable, sans aucune limitation de temps, d'autonomie et de se déplacer sous l'eau à très grande vitesse. Situation qui bien entendu déplait profondément à la Chine.

2- Ensuite, la présence de la Grande Bretagne dans ce nouveau programme, me parait présenter comme un faux pas dans l'accord de défense passé entre nos deux pays le 2 novembre 2010, lors du sommet franco-britannique qui s'est tenu à Londres, signé par le Premier Ministre britannique David Cameron et le Président français Nicolas Sarkozy. Dans son volet de coopération industrielle, il affichait une volonté de renforcer l'industrie de défense des deux pays en construisant et en exploitant en commun des installations industrielles, de coopérer et développer leurs bases technologiques pour produire des armements en partageant les coûts de développement, de soutien et de formation dans les domaines qui relèvent de la technologie des sous-marins de nouvelle génération, des missiles, de la guerre contre les mines et des drones.

Malgré le Brexit, la ministre des Armées, Florence Parly, et son homologue britannique, Ben Wallace, dans une déclaration commune célébrant le 2 novembre 2020, le bilan et l'anniversaire de leur accord de défense, soulignaient que le traité de Lancaster House, resterait la pierre angulaire d'une étroite coopération militaire. Ils se sont félicités de ce partenariat puissant et profond. Dans l'immédiat, le Brexit ne devait donc rien changer, au nom d'un pragmatisme et d'un réalisme partagés des deux côtés de la Manche. Une coopération dans la construction d'un SNA dont les deux pays possèdent toutes les compétences au bénéfice de l'Australie pouvait donc être mise en œuvre.

3- Enfin, le comportement américain avec ses alliés confirme bien qu'il ne faut jamais accorder toute sa confiance aux puissants. Toutes les défaites militaires des Etats-Unis subies depuis 1945 dans leurs interventions dans des pays étrangers, qu'elles aient été pour lutter contre les avancées communistes, mettre la main sur les réserves de pétrole ou au nom d'une démocratie qu'ils voulaient imposer par la force dans des pays sous influence de la charia enclins à commettre des attentats en Occident, montrent qu'ils sont capables du pire, y compris envers leurs amis qu'ils abandonnent sans états d'âme, quand leurs propres intérêts économiques, financiers ou stratégiques sont en jeu. Que cela déplaise aux grincheux ou aux thuriféraires, un président peut s'appeler Trump ou Biden, leurs tropismes d'égoïsme restent les mêmes dans les objectifs qu'ils veulent atteindre.

**Jean MENU Général de l'Armée de l'air (2 S)*

Le mythe éternel de l'énergie gratuite

Par Marc Dugois,

Qu'il est difficile d'aborder toujours le même sujet en en changeant simplement l'angle d'attaque !
C'est pourtant indispensable tellement il est le sujet fondateur de toutes nos dérives et tellement il est soigneusement éludé par la troïka médiatico-politico-universitaire qui se repose ou se vautre dans la pensée unique expliquant tout par des charabias variés incompréhensibles cherchant à anesthésier et ne réussissant qu'à faire monter l'angoisse. Ceux qui disent ne rien comprendre à l'économie en sont les complices objectifs. Qui veut réellement s'intéresser à notre avenir, doit obligatoirement s'intéresser à la question de l'énergie gratuite qui est la pierre angulaire de toutes les fins de civilisation. Nous sommes en train depuis 50 ans de vivre la nôtre sans même prendre conscience que **nous mourons de l'utilisation d'une énergie gratuite qui n'existe pas**. Savoir comment réagir va être le débat de l'élection présidentielle. Il serait stérile, et menteur ou haineux, s'il n'abordait pas le sujet de fond.

L'énergie gratuite est l'apanage des dieux mais les hommes ont toujours rêvé d'être des dieux et de construire leur vie sur une énergie gratuite. Pendant des siècles ils se sont contentés de multiplier au moindre coût leur propre énergie. Cette multiplication s'est faite d'abord par l'outil, puis par l'esclavage et enfin par la domestication des énergies naturelles au fur et à mesure de la capacité des hommes à s'en servir. L'Afrique est restée jusqu'au XXe siècle à l'esclavage pendant que l'Asie avançait et que l'Amérique et l'Europe avançait plus rapidement en achetant l'esclavage structurel africain. Ainsi sont apparus partout petit à petit la marine à voile, les moulins à vent ou à eau, la traction animale, les serres, le feu, le charbon, le pétrole, le gaz, la fission nucléaire et bientôt la fusion nucléaire. Mais sans aucune exception, c'est toujours l'énergie humaine qui a libéré et domestiqué les énergies naturelles. Elle continue à se dépenser pour trouver comment libérer et domestiquer l'énergie nucléaire par fusion et celle de l'hydrogène.

Là-dessus est arrivé l'argent, la monnaie que nos élites médiatico-politico-universitaires n'ont jamais pris la peine de définir, se contentant depuis 24 siècles des trois utilisations proposées par Aristote : unité de compte, réserve de valeur et moyen d'échange. On commence par écarter l'hypothèse la plus vraisemblable que la première utilité de la monnaie, la cause même de sa création, est la chasse aux paresseux dans un monde structuré par le donner-recevoir-rendre des familles ou des tribus. La croissance du groupe rendant impossible la surveillance des paresseux par le chef de famille ou de tribu, la monnaie va les remplacer. Il est navrant de constater que l'on enseigne toujours péremptoirement la stupidité non défendue mais assénée que la monnaie a remplacé le troc alors que le troc n'a jamais existé qu'entre des groupes qui ne se faisaient pas confiance et jamais, nulle part, entre des individus d'un même groupe. La monnaie a été très probablement créée partout quand il a fallu forcer les paresseux à dépenser leur énergie et à arrêter de prendre sans rendre. Le principe en est simple : c'est une matière transportable, pérenne, divisible et obtenue par une dépense d'énergie humaine reconnue utile. Cette matière devient donc stockage et vecteur d'énergie humaine ne remplaçant pas le troc mais au contraire l'introduisant dans la vie quotidienne par manque de confiance en l'autre. La monnaie, créance sur le groupe a été pendant des siècles une matière reconnue elle-même comme une richesse, vecteur d'énergie humaine bien utilisée, et instrument d'un troc rendu nécessaire par la paresse de certains. Ce n'est malheureusement pas du tout ce qui est enseigné à l'université où les étudiants, pour être diplômés, répètent sans comprendre ce qu'on leur a embecqué

Là-dessus est arrivé au XVIIIe siècle le papier monnaie toujours garanti par une richesse préalablement reconnue. Des billets de Law sur les richesses de la Louisiane, aux assignats sur les richesses de la noblesse et du clergé, en passant par le rouble de la Grand Catherine sur ses mines de cuivre ou par le dollar continental américain sur la livre sterling anglaise, tous les papier-monnaie appuyaient leur valeur à leur création sur des richesses déjà obtenues par des dépenses intelligentes d'énergie humaine. Mais le rêve de l'énergie gratuite a partout pollué les pouvoirs et il est tellement facile d'imprimer du papier que tous y ont succombé. Le papier-monnaie a été tellement imprimé qu'il a perdu son équivalent richesse réelle et par conséquent sa valeur. En ruinant ses détenteurs il a tout de même permis au Régent de payer les dettes de Louis XIV, à la bourgeoisie française de s'approprier les biens du clergé et de la noblesse, à Catherine II d'augmenter le territoire russe de 500.000 km² et aux Américains de financer leur guerre d'indépendance.

Il a été partout un impôt sur les malheureux qui y ont cru et sur ceux qui ont été forcés d'y croire par la violence légitime du pouvoir.
Nos élites n'ont jamais oublié tout ce qu'elles avaient pu faire avec l'énergie apparemment gratuite des papiers-monnaie et ont toujours regretté que cela s'arrête aussi vite tant ils pouvaient tous se croire des dieux. Il leur a fallu près de deux siècles pour que leur fraction anglo-saxonne trouve comment détacher le papier-monnaie d'une richesse réelle tout en laissant le peuple croire que l'argent avait encore une valeur. Dans un premier temps les accords de Bretton Woods glissèrent le dollar comme intermédiaire imposé entre les monnaies et l'or puis 17 ans après, au milieu de l'été, l'Amérique a unilatéralement et discrètement déconnecté le dollar de l'or. 11 ans plus tard en Europe l'union des imbéciles et des salauds a signé le traité de Maastricht qui crée l'euro lié à des paroles qui s'envolent. L'ensemble des banques peut dorénavant créer de la monnaie par la double écriture, une écriture au passif créant l'argent mis à disposition et la même écriture à l'actif représentant la richesse à créer demain mais déjà scandaleusement considérée comme un actif existant. Les banques appellent cette fausse monnaie, la monnaie-dette, et, juges et parties, elles ont créé elles-mêmes à Bâle de fausses limites pour faire croire à leur sérieux. Le tour est joué. L'énergie gratuite coule enfin à flots et les élites vont l'utiliser en retardant par tous moyens la ruine des peuples qui l'utilise. Dans le traité de Maastricht on redéfinit le sérieux en en habillant le burlesque : on ne peut pas dépenser chaque année davantage que 3% de plus que ce que l'on a déjà dépensé l'année précédente et on ne peut pas emprunter davantage que 60% de ce que l'on a dépensé. Ce dernier critère, le seul qui freinait un peu la folie a volé en éclats dans le silence général. Comme personne ne cherche à comprendre, cela passe comme une lettre à la poste et le désastre peut enfin commencer qu'il soit voulu par certains ou simple conséquence de l'incompétence de l'élite déguisée en ministres.

L'élite se sert et arrose de subventions tout ce qui peut la servir et la maintenir au pouvoir. Elle achète l'esprit des peuples et l'idée que demain sera merveilleux, créateur de richesses qui paieront ce dont nous jouissons aujourd'hui. Tout devient possible et toutes les folies réalisables. Ce faux eldorado est tellement merveilleux qu'il attire la terre entière. Anecdote vécue avec un chauffeur de taxi parisien d'origine tunisienne qui disait « *Chez nous tu travailles pas, tu manges pas, en France tu travailles pas, tu manges quand même. Alors on vient tous* ». On se paye sans le savoir des ONG et des associations qui vont réaliser tous les fantasmes par une avalanche d'obligations, d'interdictions et de normes. Le réel résiste, il devient pervers et complotiste. Mais comme il est la réalité, il s'insinue partout, baisse le niveau de vie et fait prendre petit à petit aux peuples conscience de la médiocrité égoïste de l'élite qui les achète.

Nous en sommes là à l'aube d'une campagne où l'élite va une fois de plus faire semblant de se soumettre au peuple en le lui faisant croire par une débauche d'argent qui n'est plus limité, sauf pour les rares qui voudraient être honnêtes et qui auront un mal fou à s'exprimer.

Tant que les rares intellectuels honnêtes se feront conseiller en économie par des banquiers et ne réaliseront pas que l'énergie monétaire n'est qu'un vecteur d'énergie humaine préalablement stockée dans les richesses où à récupérer dans un esclavage prochain, tant que Jean-Marc Jancovici dira « du pognon, il y en a » et qu'Éric Zemmour dira « Profitons-en, l'argent est gratuit », tant que le pouvoir n'utilisera pas l'énergie humaine inexploitée en recréant les ateliers nationaux donnant du travail en CDD à tous ceux qui aiment la France, nous continuerons à nous affronter sur des problèmes insolubles parce qu'ils ne sont que les conséquence d'un problème que nous ne voulons pas voir. Pire, on résout prétendument les problèmes en inondant tout d'une fausse monnaie qui empire le problème fondamental dont ceux que l'on croit régler ne sont que les conséquences.

Qui expliquera au peuple qu'hélas nous ne sommes pas des dieux et que l'énergie apparemment gratuite de la fausse monnaie n'est que le prélude à son esclavage pour que les fantasmes de certains se réalisent ?

** Marc Dugois auteur L'inéluctable révolution : ne plus être les victimes consentantes des idéologies*

Trois lourdes défaillances de la gouvernance 2017-2021

Par Paul KLOBOUKOFF,

« 62% des Français estiment que la France est en déclin » selon un sondage des 14 et 15 septembre pour CNEWS. S'il ne s'agit pas ici de traiter ce vaste sujet aux contours indéfinis, des infos de sources officielles indiquent que la gouvernance de la France souffre de graves déficiences dans plusieurs domaines vitaux. C'est le cas notamment de la politique économique et financière, que les porte-paroles de la Macronie prétendent inattaquable, d'un côté, et de l'absence de politique démographique, d'un autre côté… qui concourent, à n'en pas douter, au déclin de notre pays. Un important travail de réparation et de reconstruction attend les gouvernants qui accèderont au pouvoir l'an prochain et qui auront à orienter et à conduire la France et ses citoyens vers un cap plus prometteur avec des objectifs clairs et partagés, en faisant de la participation une incontournable priorité.

En résumé

La pandémie de la Covid 2019 a coupé le « quinquennat Macron » en son milieu. Sur la première partie, courant jusqu'à la fin de l'année 2019, nous disposons de statistiques assez complètes et de comptes nationaux (annuels et trimestriels) quasiment définitifs qui montrent qu'au plan économique et social cela a été un demi quinquennat raté. Les décisions prises lors de l'accession au pouvoir d'un « président des riches » hostile aux retraités et trop peu soucieux des difficultés d'une large partie de la population, ont brisé dès le début de 2018 la croissance vigoureuse que la France avait retrouvé depuis l'automne 2016. Durant l'année 2017 le Produit intérieur brut (PIB) a crû de + 3%. Durant 2018, il n'a augmenté que de **+ 1,6%. Au cours de** 2019, la croissance a été réduite à + 0,9%, l'année se terminant avec une chute de - 0,4% du PIB au 4ème trimestre par rapport au trimestre précédent. La méfiance et l'inquiétude que la politique suivie a aussitôt éveillées et l'atonie de la consommation des ménages que la crainte pour l'avenir a engendrée ont été les facteurs explicatifs majeurs de la « perte de croissance » du PIB ainsi que du gonflement de l'épargne de précaution des ménages pendant les 24 mois qui ont précédé l'arrivée du coronavirus. La détérioration des échanges extérieurs a aussi contribué à l'affaiblissement en 2019.

De nombreuses branches ont vu la croissance de leur valeur ajoutée (VA) ralentir, à commencer par celles du Tertiaire marchand, lourd fer de lance de notre économie, pesant à lui seul 57% de la VA totale des entreprises en 2019. La désindustrialisation s'est poursuivie. La VA de l'industrie manufacturière a crû de + 2,2% entre 2016 et 2017, puis elle a stagné les deux années suivantes. En 2019, elle ne représentait plus que 11% de la VA totale. Le déficit des échanges industriels atteignait alors - 75 Mds €, soit environ - 3% du montant du PIB.

Pas besoin de longs discours usant de la méthode Coué et de « pédagogie » pour que las Français comprennent que la situation financière est grave, nettement plus qu'elle l'était au début du quinquennat. Quelques chiffres devraient suffire à leur faire ouvrir les yeux. Au 1er trimestre de l'année 2021, la dette totale (publique et privée) de la France a dépassé 6 200 Mds €, représentant plus de 272% du PIB. La dette publique, qui a été contenue à un niveau très élevé, proche de celui du PIB, de 2016 à 2019, a été propulsée à 115,2% en 2020 et a continué d'augmenter en 2021. Plus conséquente encore la dette privée (des ménages et des sociétés non financières) n'a cessé de croître de fin 2016 à fin 2019, montant de 126,1% à 134,8% du PIB avant de s'envoler en 2020 pour atteindre 154,5% du PIB en fin d'année. La France est indiscutablement en situation de surendettement… et ne peut recourir à la Banque de France. Nous verrons ces dettes plus en détail.

Les comparaisons internationales, avec nos voisines allemande et italienne, notamment, ne sont pas flatteuses pour notre pays. Elles montrent aussi que la pandémie de l'endettement touche une grande partie de l'Europe, de l'ouest, en particulier, et va bien au-delà. Au premier rang de ses causes profondes et durables figurent la pratique insistante des taux anormalement bas, voire négatifs, contrôlée par la Banque centrale européenne (BCE) pour ce qui nous concerne directement, et, depuis des années, le renoncement de l'UE à sanctionner le non-respect du seuil de 60% du PIB fixé avec le traité de Maastricht. En outre, en 2020, le seuil de 3% du PIB fixé pour le déficit public a été allègrement franchi dans tous les états de l'UE. En France ce déficit a été chiffré à 9,2% du PIB. N'est-il pas temps de s'inquiéter de cette dérive organisée et de réfléchir à un nouveau traité de l'Union qui, au-delà des normes de Maastricht, redessinerait l'UE et en ferait une Europe de nations souveraines et responsables.

Un sombre bilan démographique entache le quinquennat et impacte l'activité, l'emploi et le chômage. La population de la France patine. Depuis 2016, elle n'a progressé que de + 0,69% jusqu'à 2020, et de + 1,21% jusqu'à 2021 (estimation provisoire). Les populations des jeunes de moins de 15 ans et des 15 ans à 64 ans reculent. Seuls le nombre et la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus augmentent : + 9,5% en 4 ans et + 11,2% en 5 ans.

Un sacré coup de vieux ! Une crise sociétale avec un manque de confiance dans l'avenir. Apparemment sans espoir de voir un changement durable de la part des jeunes…. que seule une politique de population multidimensionnelle, totalement absente aujourd'hui, pourrait laisser envisager.

Autre constat (inavouable ?), la population des immigrés a « gagné » + 8,6% et est montée de 9,4% de la population totale en 2016 à 10,2% en 2020. En nombre, elle a augmenté un peu plus que la population totale. Sans les immigrés, la population active totale aurait également un peu décliné.

Plus des 2/3 des emplois supplémentaires de la période ont « bénéficié » à des immigrés.

Le taux de chômage est descendu de 10,1% en 2016 à 8,4% en 2019 (avant la Covid), en partie grâce aux évolutions démographiques et au coup de pouce des immigrés dont le taux de chômage a baissé de 17,5% à 13,6% en 3 ans.

Le problème de pénurie de main-d'œuvre qui défraie la chronique aujourd'hui n'est pas nouveau. Sa persistance souligne le caractère structurel de l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois… qui contribue sans doute à expliquer le recours croissant à du personnel immigré.

Une première moitié du quinquennat ratée

Des décisions malvenues ont brisé la croissance et engendré une méfiance fatale

En mai 2017, Macron et son gouvernement ont hérité d'une situation économique florissante. Une dynamique impulsée au second semestre 2016 a propulsé le PIB de + 0,5% au 4ème trimestre de cette année, puis de + 0,8% à chacun des deux premiers trimestres (trim) 2017. L'embellie s'est poursuivie jusqu'au 4ème trim. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2017, le PIB a connu une progression inespérée de + 3%, essentiellement grâce : - à un fort rebond-rattrapage de l'investissement (FBCF) des entreprises non financières, + 7,9% au cours de l'année 2017, après une longue léthargie qui l'avait fait se traîner à + 0,7% par an en moyenne pendant les 5 années de 2012 à 2016 ; - une accélération de la FBCF des ménages, particulièrement vive au 2ème semestre 2016 et au 1er semestre 2017, qui s'est traduite par une augmentation de + 4,9% au cours de l'année 2017 ; - une amélioration du solde du commerce extérieur, qui a apporté une contribution de + 0,4% à la croissance du PIB. En revanche, la consommation des ménages n'a pas vraiment participé aux festivités. Elle a crû plus lentement en 2017 qu'en 2016 et n'a augmenté que de + 1,6% dans le courant de 2017. La méfiance s'est rapidement installée après les premières mesures prises et les décisions annoncées par le président Macron.

La méfiance et les inquiétudes se sont ensuite accentuées et ont perduré, poussant les ménages à économiser davantage pour accroître leurs réserves et « préserver l'avenir ». Une attitude « encouragée », soit dit en passant, par la dévalorisation de leur épargne rémunérée au-dessous de l'inflation.

D'» près les statistiques de la Banque de France (1), l'épargne financière des ménages a considérablement augmenté entre le 2ème trim 2017 et le 4ème trim 2019. L'encours des produits de taux est monté de 3 278,3 Mds € à 3 476,3 Mds € en 2 ans et demie. L'épargne réglementée (« placements préférés des Français ») a progressé de 725,4 à 771,4 Mds €, augmentant de + 46 Mds, soit nettement moins que le numéraire et les dépôts à vue (non rémunérés), qui ont été majorés de + 95 Mds € et ont atteint 609,7 Mds € à la fin de 2019.

En conséquence, la consommation des ménages n'a augmenté que de + 0,9% en 2018, puis de + 1,8% en 2019, malgré la « généreuse distribution de pouvoir d'achat » dont ils ont été gratifiés.

Tableau : Evolution du produit intérieur brut et de ses composantes
Evolutions intra-annuelles en volume en %
Evolutions au cours des années 2

	2016	2017	2018	2019	2020	trim 2021
Produit intérieur brut (PIB)	+ 1,1	+ 3,0	+ 1,5	+ 0,9	- 4,2	+ 0,9
Importations	+ 1,6	+ 5,3	+ 2,0	+ 0,7	-8,6	+ 3,0
Dépenses de consommation des ménages	+ 2,1	+ 1,6	+ 0,9	+ 1,8	-6,9	+ 1,1
Dép. de consommation des administrations	+ 1,5	+ 1,2	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,2
Formation brute de capital fixe (FBCF)	+ 2,0	+ 5,9,	+ 3,1	+ 3,2	-1,2	+ 1,5
Dont :						
Entreprises non financières	+ 1,4	+ 7,9	+ 2,7	+ 2,4	-0,6	+ 1,7
Ménages	+ 3,6	+ 4,9	+ 1, 7	+ 1,4	-0,5	+ 1,6
Administrations publiques (APU)	-0,5	+ 0,1	+ 6,3	+ 7,1	+ 0,0	+ 1,0
Exportations	+ 2,0	+ 6,7	-+ 3,0	-1,4	-9,7	+ 1,0
Contributions à la croissance du PIB						
Demande intérieure finale hors stocks	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,3	+ 2,0	-3,9	+ 1,0
Variations de stocks	-0,8	+ 0,3	-0,1	-0,3	-0,4	+ 0,6
Commerce extérieur	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,3	-0,7	-0,3	-0,6

Sources : Insee, évolution trimestrielle en volume du PIB et de ses composantes (2) + calculs (additions) de l'auteur : lecture : 1 - le PIB a augmenté de + 3,0% au cours de l'année 2017, ou, en d'autres termes : entre le 4ème trimestre 2016 et le 4ème trimestre 2017, le PIB a augmenté de + 3,0% ; 2 - en 2017, la demande finale intérieure hors stocks a contribué pour + 2,6% à la croissance (de + 3%) du PIB.

Cette méfiance et l'atonie de la consommation des ménages ont été les facteurs explicatifs majeurs de la « perte de croissance » du PIB depuis le 1er trim 2018 jusqu'à la fin de l'année 2019… et au-delà. Les échanges extérieurs ont continué de soutenir la croissance en 2018 avant de la freiner en 2019, les exportations diminuantes pendant que les importations ont continué d'augmenter un peu. Les investissements (FBCF) des entreprises et des ménages ont faibli, progressant nettement moins qu'au cours de l'année 2017. Au contraire, bondissant de + 6,3% au cours de l'année 2018 puis de + 7,1% en 2019, la FBCF des Administrations (principalement des Collectivités locales et de la Sécurité sociale) a apporté un soutien « exceptionnel » un peu inattendu à la croissance.

Majorité des branches au ralenti et poursuite de la désindustrialisation

Les comptes de la Nation 2019 fournissent, notamment, des évaluations des variations en volume en moyenne annuelle des différentes branches d'activité jusqu'en 2019 (3). Pour l'ensemble des branches, le taux de croissance annuel de la VA a baissé de + 2,2% en 2017 à + 1,8% en 2018, puis à + 1,5% en 2019. C'est moins que sa principale composante, le Tertiaire principalement marchand, dont la VA a crû successivement de + 2,7%, + 2,5% et + 2,1%. Ces derniers taux ont pu être atteints grâce aux progressions des branches les plus dynamiques, l'Information-communication et les services aux entreprises, ainsi qu'en 2018 et en 2019 par les rebonds dans les branches de l'Hébergement-restauration et des services financiers.

En revanche, la VA du Tertiaire principalement non marchand, très dépendante des dépenses publiques, dans les domaines de l'éducation et de la santé, en particulier, n'a augmenté que de + 1% par an entre 2016 et 2019.
Déficience à souligner, la VA de l'industrie a crû de + 1,1% en 2017, + 0,6% en 2018 et + 0,1% en 2019. Après avoir augmenté de + 2,2% en 2017, la VA de l'industrie manufacturière a enregistré une « croissance » de + 0% en 2018 et + 0,2% en 2019. La France est de moins en moins capable de répondre à ses propres besoins en produits industriels. Nous avons pu en prendre conscience pendant la pandémie de la Covid par les pénuries prolongées de masques, de matériels et équipements médicaux nécessaires, ainsi que par l'incapacité du pays à produire les vaccins.

Effondrement historique en 2020 et petit rattrapage au début de 2021

Comme le traitement de la pandémie de la Covid, le parcours du PIB a été très désordonné en 2020. Avec le premier confinement, le PIB a chuté de - 5,8% au 1er trim, puis encore de - 13,5% au second. Pendant le « relâchement » estival, il a rebondi de + 18,8% au 3ème trim, puis a très légèrement reculé au 4ème trim. Entre le début et la fin de l'année, il a baissé de - 4,2%. Sur l'ensemble de l'année, le PIB de 2020 a diminué de **- 7,9%** par rapport à 2019. C'est un peu plus que les dépenses de consommation finale des ménages, qui ont baissé de - 7,1%, et celles individuelles des administrations, qui ont cédé - 4,9%. Les investissements ont connu les plus forts reculs : la FBCF des entreprises non financières, de - 7,7%, et celle des ménages, de - 12,1%. Du côté des échanges extérieurs, les importations ont baissé moins que les importations. En volume, le déficit annuel des échanges a été de - 2,0% du PIB.
D'après les comptes trimestriels de l'Insee au 30 juillet 2021, le PIB n'aurait regagné que **+ 0,9%** au 1er semestre 2021, malgré un rebond de + 2,7% des dépenses de consommation au 2ème trimestre.
En 2020, l'épargne financière des ménages a énormément gonflé. Les avoirs en produits de taux ont bondi de plus de + 190 Mds €, dont + 96 Mds de numéraire et de dépôts à vue (2). Des critiques se sont propagées à l'encontre des épargnants qui n'avaient pas dépensé cette manne pour soutenir l'activité économique qui en avait grand besoin. L'idée a même germé de taxer cette « épargne scélérate » provenant en partie des aides accordées par l'Etat, notamment avec l'indemnisation de l'emploi partiel. Pourtant, ce gonflement de l'épargne a résulté bien davantage des restrictions qu'ont imposées les mesures du gouvernement (confinements, couvre-feux, fermetures de restaurants, de commerces et d'autres établissements, interruptions d'activités culturelles, de loisirs, de services, « contrôles » des déplacements…) que de la volonté des ménages d'accroître leur « magot » financier. Encore que, comme les années précédentes, consolider leur épargne de précaution a sans doute été un de leurs soucis. Et les intentions de réformes, telles celles des retraites et du chômage, ainsi que les craintes soulevées par les mièvres performances en matière de gestion économique et d'emploi, ne pouvaient pas les en dissuader.
A l'approche des élections de 2022, le coûteux « quoi qu'il en coûte » s'éternise… annonciateur d'un long chemin pavé des difficultés liées à la situation réelle de l'économie, au niveau du déficit public atteint en 2020 et annoncé pour 2021, ainsi qu'à l'endettement géant de la France. Pas de quoi s'auto-féliciter, donc !

Pas de vaccins ni de masques contre le surendettement, pandémie du siècle

Ensemble, la dette publique et la dette privée de la France atteignent 272% du PIB

De fin 2016 à fin 2019, la dette publique de la France est restée à un niveau très élevé, proche de celui du PIB, la seule dette attribuée à l'Etat étant montée de 76,2% à 78,8% du PIB en 3 ans. Celle des Administrations publiques locales (APUL), qui ont dû se plier à plus de rigueur, a légèrement reculé, de 9,4% à 8,8% du PIB.
Pendant ce temps, la dette privée a cru de 126,1% à 134,8% du PIB. Les ménages ont pu mordre avec avidité dans la manne financière offerte à bas prix, voire au « taux zéro », avec des délais de remboursements de plusieurs décennies qui s'allongent davantage que leur espérance de vie. Il faut dire que les prix des loyers et l'inflation immobilière sont tels que l'achat d'un logement peut se révéler un excellent placement si le chômage ou d'autres accidents ne viennent pas amoindrir les capacités de remboursement. L'augmentation de la FBCF et la possibilité de « profiter » de taux bas » peuvent expliquer la hausse de la dette des sociétés non financières.

Tableau : Dettes publiques et privées de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la zone euro

Dettes brutes (au sens de Maastricht, valeurs en milliards d'euros et en % PIB

		T4 2016	T4 2019	T4 2020	T12021
FRANCE (a)					
Dette publique	Mds €	2 128,5	2 379,5	2 650,1	2 739,2
	% PIB	**98,0%**	**98,1%**	**115,2%**	**118,2%**
Dont Collectivités locales		9,4%	8,8%	10,0%	8,4%
Dette privée	% PIB	**126,1%**	**134,8%**	**154,5%**	**154,3%**
Dont ménages	id	**56,9%**	**61,4%**	**67,7%**	**67,9%**
Sociétés NF	id	**69,2%**	**73,3%**	**86,8%**	**86,3%**
Dette totale	id	**224,1%**	**232,9%**	**269,7%**	**272,4%**
ALLEMAGNE (b)					
Dette publique	% PIB	**68,5%**	**59,7%**	**69,7%**	**71,1%**
Dette privée	id	**87,7%**	**100,4%**	**109,5%**	**110,8%**
Dont ménages	id	53,0%	54,7%	58,8%	59,4%
Sociétés NF	id	34,7%	45,7%	50,7%	51,4%
Dette totale	id	**156,2%**	**160,1%**	**179,2%**	**181,9%**
ITALIE (b)					
Dette publique	% PIB	**131,4%**	**134,6%**	**155,8%**	**160,0%**
Dette privée	id	**109,5%**	**104,6%**	**117,3%**	**117,9%**
Dont ménages	id	41,3%	41,2%	45,3%	45,5%
Sociétés NF	id	68,2%	63,4%	72,0%	72,4%
Dette totale	id	**240,9%**	**239,2%**	**273,1%**	**277,9%**
ZONE EURO (b)					
Dette publique	% PIB	**89,3%**	**84,0%**	**97,8%**	**100,5%**
Dette privée	id	**121,5%**	**118,5%**	**129,9%**	**131,6%**
Dont ménages	id	58,6%	57,8%	62,5%	62,7%
Sociétés NF	id	62,9%	60,7%	67,4%	68,9%
Dette totale	id	**210,8%**	**202,5**	**227,7%**	**232,1%**

Soldes publics annuels % du PIB (c)	**2016**	**2019**	**2020**
FRANCE	**-3,5%**	**-3,1%**	**-9,2%**
ALLEMAGNE	**+ 0,9%**	**+ 1,5%**	**-4,2%**
ITALIE	**-2,6%**	**-1,6%**	**-9,5%**
ZONE EURO	**-1,6%**	**-0,6%**	**-7,2%**

Sources et notes : (a) Insee (4); (b) Banque de France (5); (c) Eurostat (6)

Pendant la pandémie, avec le grand bond des dépenses publiques pour soutenir les activités et les revenus des ménages, tandis que les recettes publiques diminuaient, le recours à l'endettement public a fait une embardée. Fin 2020, il a atteint 2 650 Mds €, soit **115,2% du PIB**. Au 1er trimestre 2021, il a continué de croître jusqu'à **118,2%** du PIB. Il faudra sans doute des années pour le ramener sous les 100%, très au-dessus du seuil de 60% qu'avait tenté d'imposer le traité de Maastricht… sans sanctionner les contrevenants, déjà nombreux depuis des années. La surveillance nettement plus sévère des déficits publics a donné de bien meilleurs résultats jusqu'à l'an 2020. Non seulement l'Union européenne (UE) accepte le surendettement, elle le chérit et l'encourage, notamment avec le rachat inépuisable des dettes et le maintien pour l'éternité de taux d'intérêt anormalement bas.

Depuis le début de la crise sanitaire, nos Autorités ont beaucoup aidé les entreprises et les ménages… à s'endetter, notamment. Selon la déclaration du ministre Bruno Lemaire du 30 août (7), le « quoi qu'il en coûte » a couté 240 Mds €. Sur cette somme, 80 Mds € (soit environ 3% du montant du PIB de 2020) ont été des subventions et 160 Mds € ont été des prêts : 139,3 Mds € pour 685 000 prêts garantis par l'Etat (PGE), et le reste pour d'autres prêts, participatifs, en particulier. 160 Mds €, c'est presque 8% de la dette des sociétés non financières (SNF) en 2020.

Entre 2019 et 2020, la dette des SNF a cru de + 13,5% du PIB. Celle des ménages a augmenté de + 6,3% du PIB. La dette privée est ainsi montée à **154,5%** du PIB et la dette totale a atteint le taux géant de **269,7%** du PIB en 2020, puis de **272,4%** du PIB au 1er trim 2021. Plus de 6 200 Mds €, c'est un très lourd fardeau pour l'avenir. Merci qui ?

Des comparaisons internationales peu flatteuses pour la France

Après le Brexit, l'Allemagne, la France et l'Italie sont les trois premières puissances économiques européennes. Les taux d'endettement totaux (public + privé) de l'Italie et de la France sont proches, 273% et 270% du PIB en 2020, et très supérieurs à celui de 179% de l'Allemagne. Derrière la Belgique, la Grèce et le Portugal, la France et l'Italie font partie des pays européens « maillons faibles » les plus endettés. Le taux d'endettement de la ZE est de 232% et nombre de pays de l'UE sont nettement en dessous de ce taux. C'est le cas de tous les pays de l'Europe de l'Est, plus récemment entrés dans l'Union et qui n'en ont pas adopté toute la « culture ». Ainsi, en 2020, les taux sont de 157% en Slovaquie, 152% en Slovénie, 133% en Pologne et 96% en Roumanie (8).

Résultat d'une politique publique traditionnellement plus rigoureuse, l'Allemagne se différencie de la France et de l'Italie par une dette publique nettement plus faible. Jusqu'en 2019, celle-ci était restée dans la limite des 60% du PIB du traité de Maastricht. En 2020, tandis que celles de la France et de l'Italie se sont élevées à 115% et 156% du PIB, la dette allemande a frôlé la « barre » des 70% du PIB. La situation outre-rhin est donc moins inconfortable.

Malgré une (relativement) forte hausse entre 2016 et 2019 et un bond « mesuré » en 2020, la dette des SNF d'Allemagne n'a que peu dépassé 50% du PIB cette dernière année, contre 72% du PIB chez les SNF d'Italie et 86% chez celles de France… apparemment sans que ces plus fortes addictions à l'endettement aient engendré de palpables gains de productivité et de croissance.

La baisse des revenus des ménages due à la pandémie a aussi entraîné une augmentation de leur endettement. De 2019 à 2020, le taux est monté de 41,2% à 45,3% du PIB en Italie, de 54,7% à 58,8% en Allemagne et de 61,4% à 67,7% en France. Là aussi, la France se distingue par un endettement plus élevé que ses deux voisines.

Cependant, la Banque de France a fait état en février 2021 de la poursuite de la baisse en 2020 du nombre de situations soumises aux commissions de surendettement par les ménages (9). Une baisse exceptionnelle par son ampleur, particulièrement prononcée lors du premier confinement. Moins de 109 000 dossiers ont été déposés, soit 24% de moins que l'an précédent. L'endettement global des dossiers acceptés a été de 4,8 Mds €, 57% des personnes surendettées ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

Assez bien maîtrisés jusque-là, les déficits publics ont explosé en 2020

Jusqu'à 2020, menacés de sanctions en cas de déficit excessif, les états de l'UE se sont efforcés de respecter le seuil de déficit public de 3% du PIB, ou, mieux, de dégager des excédents. En 2016, rares étaient les défaillants. Parmi eux l'Espagne se distinguait avec un solde négatif de - 4,5% du PIB et la France suivait avec - 3,5%. Au contraire, avec un excédent de + 0,9% du PIB, l'Allemagne était exemplaire. La Tchéquie (+ 0,7%), la Grèce (+ 0,5%), la Lettonie (+ 0,3%), la Lituanie (+ 0,2%) et la Bulgarie (+ 0,1%) l'étaient aussi.

De 2016 à 2018, la France était revenue dans les clous de Maastricht. En 2019, son déficit était de - 3,1% du PIB. Pas de quoi se glorifier, cependant, car nos gouvernants ont fait moins bien que ceux de la plupart des états de l'UE. L'Espagne a réduit son déficit de - 4,5% en 2016 à - 2,9% en 2019. L'Italie l'a abaissé de - 2,6% à - 1,6%, la Belgique, de - 2,4% à - 1,9%. L'excédent de l'Allemagne est monté à + 1,5% du PIB en 2019, et celui de la Grèce, à + 1,1%. A peine déficitaire en 2016 (- 0,1%), le Danemark a dégagé un excédent de + 3,8% en 2019. Pendant cette période faste pour les équilibres des comptes publics, la zone euro a réduit son déficit à - 0,6% de son PIB en 2019.

Inégalement armés pour financer des dépenses publiques supplémentaires, les pays de l'UE ont cependant tous décidé de consentir de gros « efforts » financiers (endettement) pour soutenir leurs économies pendant la pandémie. Aussi, les comptes publics ont gravement souffert en 2020. Tous les états de l'UE ont déclaré des déficits supérieurs à - 3% de leur PIB, sauf le Danemark, qui l'a limité à - 1,1%. Les déficits ont dépassé les - 9% du PIB dans 7 pays : l'Espagne (- 11,0%), Malte (- 10,1%), la Grèce (- 9,7%), l'Italie (- 9,5%), la Belgique (- 9,4%), la France et la Roumanie (- 9,2%). Pour revenir dans les clous

de Maastricht [si ceux-ci sont inchangés] combien d'années et de « sacrifices » leur seront nécessaires ? En Allemagne, le solde a atteint - 4,2% du PIB en 2020 (6).
Les critères de Maastricht ont été balayés en quelques mois « d'un commun accord », dans une certaine panique, il faut le reconnaître. Il va sans dire que l'UE a besoin d'un nouveau cap et d'une boussole.

Des facteurs démographiques décisifs pour l'emploi et le chômage

Les premières lignes du tableau ci-après montrent une sévère détérioration du bilan démographique de la France pendant le quinquennat, caractérisée par : - une diminution du nombre de jeunes de moins de 25 ans de près de - 0,3 Mi entre début 2017 et début 2021 ; - une réduction de - 0,22 Mi en 4 ans du nombre des personnes de 15 à 64 ans, dites d'âge actif ; - une augmentation de presque + 1, 1 Mi de la population des seniors de 65 ans et plus.

La France a pris un sérieux « coup de vieux ». L'âge moyen de la population est, d'ailleurs, monté de 41,3 ans en 2017 à 42,1 ans en 2021. Et la population n'a crû que de + 0,63 Mi de personnes, soit d'un peu moins de + 1%.
La réduction du nombre des 15 à 64 ans est évidemment un lourd handicap. En même temps, elle a limité le nombre des demandeurs d'emploi potentiels sur le marché du travail… et à Pôle emploi.
De 2017 à 2020, le nombre d'immigrés en France a augmenté davantage (+ 382 000 personnes) que celui de l'ensemble de la population (+ 290 000 personnes). Cela signifie aussi que le nombre de non-immigrés a un peu décliné. Nos Statisticiens et nos gouvernants sont très discrets sur cette évolution. Est-elle inavouable ?
Sans les immigrés, la population active totale aurait légèrement diminué. En effet, le nombre d'actifs non-immigrés a reculé de - 97 000 de 2016 à 2019, pendant que celui des actifs immigrés croissait de + 223 000.
Selon des données provisoires relatives à 2020, l'activité des immigrés a nettement mieux résisté à la crise sanitaire que celle des non-immigrés, dont le nombre d'actifs aurait encore reculé de - 345 000 en un an.
Entre 2016 et 2019, le nombre d'emplois total a cru de + 553 000, soit de + 2,0%. Celui des personnes non immigrées n'a augmenté que de + 245 000, soit d'un petit + 1%. Un peu plus de la moitié, + 308 000, des emplois supplémentaires ont « bénéficié » à des travailleurs immigrés, dont le nombre s'est accru de + 12,7% Cette asymétrie souligne le rôle joué par l'immigration dans le développement et le partage de l'emploi en France.
Les évolutions précédentes trouvent leurs reflets dans celles des **taux de chômage**. Entre 2016 et 2019, celui des non-immigrés a baissé de 9,2% à 7,8% (soit de - 1,4 points), tandis que celui des immigrés, plus élevé, a reculé de 17,5% à 13,6% (- 3,9 points). Le taux de chômage d'ensemble a ainsi pu diminuer de 10,1% (en moyenne annuelle) en 2016 à 8,4% en 2019. Les chiffres annuels de 2020 (et même ceux mensuels et trimestriels du 1er semestre 2021) ne sont pas vraiment significatifs, notamment en raison des mesures en faveur du « chômage partiel ». Et il faudra sans doute attendre au moins un an pour y voir plus clair dans une économie stabilisée (espérons-le).

Tableau : Evolution de la population, de l'activité, de l'emploi et du chômage pendant le quinquennat

Effectifs en milliers

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	écart 16-19
Population France au 01/01 (a) (b)								
	Totale	**66 603**	**66 774**	**66 884**	**66 978**	**67 064**	**67 407**	+375
Dont :	moins de 15 ans	12 277	12 215	12 132	12 042	11 944	11 923	-235
	15 ans à 64 ans	41766	41 678	41 570	41 473	41 369	41 459	-293
	65 ans et plus	12 560	12 881	13 182	13 463	13 751	13 969	+903
Dont :	Immigrés (c)	6 291	6 449	6 579	6 700	6 831		+409
Population active (d) de l'année								
	Totale	29 556	29 668	29 824	29 682	29 346		+ 126
Dont :	non-immigrés	26 614	26 558	26 674	26 517	26 172		-97
	immigrés	2 942	3 080	2 150	3 165	3 174		+223
Emplois	moyennes annuelles							
	Total (e)	**26 580**	**26 803**	**27 022**	**27 133**	**26 995**		+553
Dont	Immigrés (f)	2 427	2 581	2 668	2 735	2 765		+308
Taux de **Chômage** (g) annuel								
	Total	**10,1%**	**9,4%**	**9,1%**	**8,4%**	**8,0%**		**-1,7%**
	non-immigrés	9,2%	8,6%	8,3%	7,8%	7,4%		-1,4%
	immigrés	17,5%	16,2%	15,3%	13,6%	12,9%		-3,9%

Notes et sources : (a) population au 1er janvier, Insee (10); (b) en 2021, Insee (11) ; (c) Insee (12; (d) ministère de l'Intérieur et Insee (13) ; (e) Insee (14); (f) (13) et calculs de L'auteur ; (g) min. Int. (13) ;

Au début de son mandat, Emmanuel Macron avait annoncé vouloir atteindre un taux de chômage de 7,5%. Au début septembre 2017, alors que l'économie était en plein boum et que le chômage avait déjà reculé de 10% au 4ème trim. 2016 à 9,5% au 2ème trim. 2017, le Premier ministre et la ministre du Travail avaient « réaffirmé » cette « ambition » … d'ici la fin du quinquennat (15). Le taux de 8,4% ensuite atteint en 2019 a résulté pour l'essentiel, nous venons de le voir, de la conjonction de facteurs démographiques (défavorables) et d'une participation croissante de l'immigration à l'activité et à l'emploi en France.

Pénurie de main-d'œuvre… et recours à l'immigration

A l'heure où nombre d'entreprises, partiellement libérées des restrictions et contraintes sanitaires, relèvent la tête et voudraient embaucher, la pénurie de main-d'œuvre inquiète et fait les gros titres des médias, tel celui de latribune.fr du 27 août : « La pénurie de main d'œuvre pourrait peser sur la reprise économique » (16). Les secteurs les plus affectés par ces difficultés de recrutement sont les Hôtels, les Restaurants, les Brasseries, le BTP, l'industrie… Ce sont les PME qui semblent souffrir le plus des difficultés à trouver du personnel qualifié et/ou qui accepte de travailler le week-end, tard le soir…
En fait, le problème n'est pas nouveau, la France avait connu une situation analogue lors et à la suite de la relance de la croissance en 2017. « PME : la pénurie de main d'œuvre qualifiée s'accentue » (17), pouvait-on lire en octobre 2018. Selon une enquête OpinionWay, plus de la moitié des PME françaises rencontraient des difficultés de recrutement de personnels qualifiés. D'après une étude de l'Insee de fin 2017, la raison principale était l'insuffisance de qualification professionnelle des candidats. Venaient ensuite, à des degrés moindres, les incertitudes économiques, les coûts liés à l'emploi et la réglementation. L'efficacité de la politique de formation professionnelle ne manquait pas d'être mise en cause. Elle n'a apparemment pas fait de progrès décisifs.

La persistance de cette pénurie souligne le caractère structurel de notre problème d'inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois… qui explique sans doute en partie, le recours croissant à du personnel immigré (cf.ci-dessus).

Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme le 27 septembre 2021

Sources et références

(1) Placements et épargne des ménages au quatrième trimestre 2020 banque-France.fr/statistiques/epargne-des-menages-2020t4 le 01/06/2021
+ Mêmes statistiques de la Banque de France aux T2 2017, T4 2018, T4 2019 et T1 2021
(2) Evolution du produit intérieur brut et de ses composantes insee.fr/fr/statistiques/2830547#tableau-figure 1
(3) Branches d'activité - Les comptes de la Nation en 2019 I Insee insee.fr/fr/statistiques/4506481 ?sommaire=4494218
(4) A la fin du premier trimestre 2021, la dette publique s'établit à 2 379 milliards d'euros Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques insee.fr/fr/statistiques/5400034 le 25/06/2021
(5) Taux d'endettement des agents non financiers Comparaisons internationales 2021 T1 banque-France.fr/statistiques/crédit/endettement… le 12/08/2021
+ Taux d'endettement des ANF - Comparaisons internationales 2020 T4 le 26/05/2021
+ Taux d'endettement des ANF - Comparaisons internationales 2018 T4 le 16/05/2019
(6) Déficit de 7,2% du PIB dans la zone euro et de 6,9% dans l'UE europa.eu/eurostat/documents/2995521/11563047/2-220452021-AP-FR.pdf le 22/04/2021
(7) Covid-19 : le « quoi qu'il en coûte » a couté 240 milliards d'euros, détaille Bruno Lemaire actu.orange.fr/politique/covid-19-le quoi-qu… le 30/08/2021
+ Déficit public de la zone euro et de l'UE à 28… de 0,5 et 0,6% du PIB europa.eu/eurostat/documents/2995521/97311209/2-23042019-AP-FR… le 23/04/2019
(8) Dette publique et privée : la France à 272% du PIB ifrap.org/budget-et-fiscalite/dette-publique-et-privee… le 07/07/2021
(9) Enquête typologique sur le surendettement des ménages en 2020 particuliers.banque-France.fr/enquete… le 10/02/2020
(10) Bilan démographique 2019… et tableaux rétrospectifs insee.fr/fr/statistiques/1892117 ?sommaire=1912926#titre-bloc-9 le 14/01/2020
(11) Population par sexe et groupes d'âges - données annuelles 2021 insee.fr/fr/statistiques/2381474
(12) Population immigrée et étrangère, données annuelles de 1990 à 2020 insee.fr/fr/statistiques/2381759#tableau-fgure1 le 07/05/2021
(13) Ministère de l'Intérieur L'essentiel de l'immigration n° 2017-6 de juillet 2017, n° 2018-21 de septembre 2018, n° 2019-37 d'août 2019, n° 2020-54 d'août 2020, n° 2021-70 de juin 2021
(14) Activité, emploi et chômage en 2020 et séries longues insee.fr/fr/statistiques/5359500 ?sommaire=5359511 le 11/05/2021
(15) Le gouvernement affiche ses ambitions face au chômage lefigaro.fr/conjoncture/2017/09/03/2002-20170903ARTFIG00081-le-gouvernement…
(16) La pénurie de main-d'œuvre pourrait peser sur la reprise économique latribune.fr/economie/France/la-penurie… le 27/08/2021
(17) PME : la pénurie de main-d'œuvre s'accentue latribune.fr/economie/France/pme-la-penurie… le 06/10/2018

QUEL MERVEILLEUX DÎNER DÉBAT

Quel bonheur de se retrouver entre compagnons, entre Gaullistes de conviction, entre personnes qui partagent cette certaine idée de la France.

Travail, sérénité, discussions entre amis, pas de clans, de camps et de partis, les mêmes qui ont fait perdre tant de temps au Général, une véritable communion. Nous avons pu avancer, proposer, décider d'une ligne de conduite.

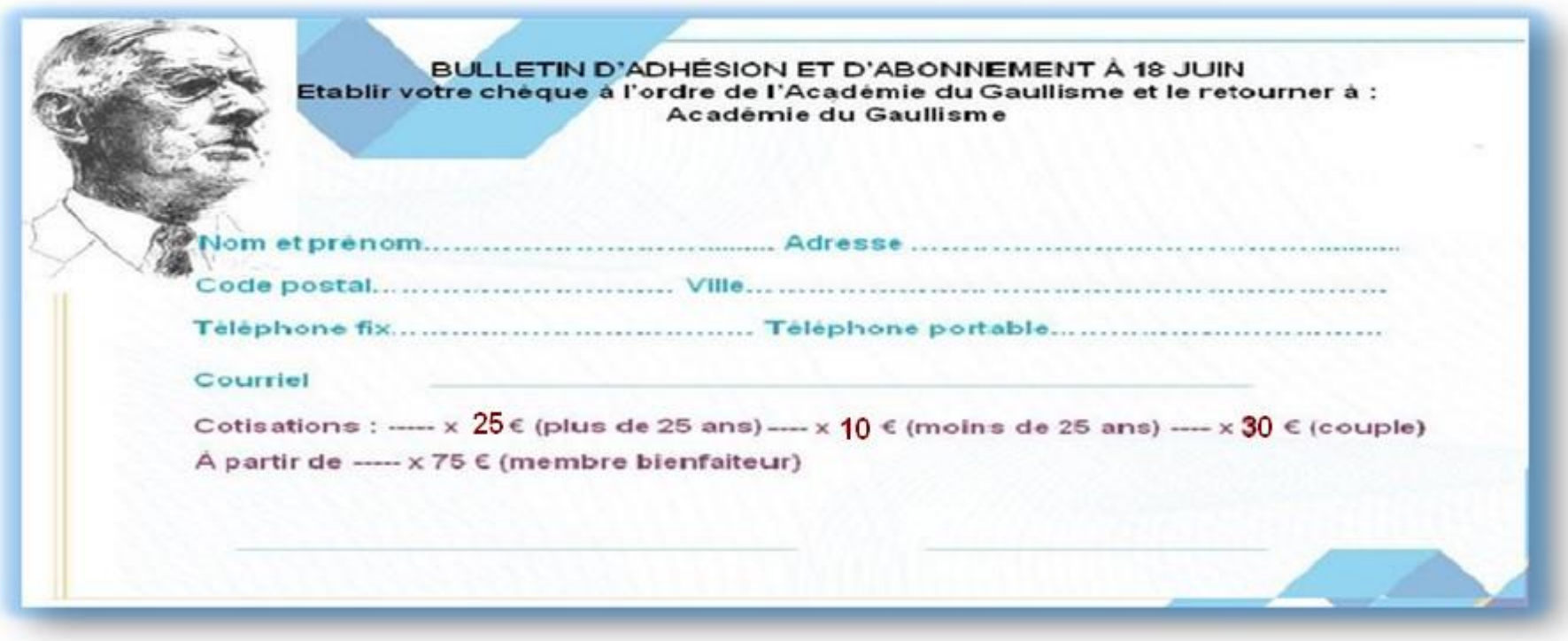
Bravo et merci au couple Alfarge qui a su organiser et créer cette ambiance amicale. Merci à Jacques Myard qui a su, dans cette période troublée, trouver les mots qui rassemblent qui évitent que quelques-uns cuisinent leur petite soupe sur leurs petits fourneaux.

Grandeur, honneur, un seul objectif travailler afin de transmettre la politique, l'œuvre du Général aux jeunes

Quel honneur d'avoir participer à cette réunion, où il a été question de PARTICIPATION, de POLITIQUE EXTERIEURE, des vrais problèmes de la France

Le COVID nous avait séparés, nous avions pu, par viséo nous voir (apercevoir) échanger, travailler, mais rien ne vaut et c'est tant mieux le contact, l'amitié, les sourires et le travail en commun

Vive l'Académie du Gaullisme
Henri Fouquereau



BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ----- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)

A partir de ----- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie de Gaullisme, Madame Christine ALFARGE
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France
www.academie-gaullisme.fr
© 01.10.2021